



Berlin Eco

NUMERO 6

© DG Trésor

9 avril 2019

ACTUALITE ECONOMIQUE

ENVIRONNEMENT MACROECONOMIQUE

Les cinq grands instituts conjoncturels allemands ont publié le 4 avril 2019 leur [dernier rapport commun sur la situation économique nationale et internationale](#). Après l'annonce en automne 2018 d'un taux de croissance du PIB de 1,9% pour 2019, **l'estimation est aujourd'hui fortement ajustée à la baisse : 0,8% pour l'année en cours, puis 1,8% en 2020** (inchangé). L'analyse aborde les conditions détériorées du commerce international, mais met surtout l'accent sur la production industrielle fortement freinée dans la deuxième moitié 2018. Le risque d'une véritable récession serait cependant faible.

La [Commerzbank](#) revoit également sa prévision de croissance du PIB pour 2019 à la baisse, passant de 0,6% à 0,4%, évoquant l'évolution récente « désastreuse » des commandes industrielles (-4,2% entre février et mars 2019). L'établissement reste cependant assez optimiste pour la deuxième moitié de l'année, qui, selon le chef économiste J. Krämer, serait portée par une demande domestique robuste, la reprise des commandes chinoises et le déclin de l'effet négatif sur les exportations de l'appréciation de l'euro.

POLITIQUE BUDGETAIRE

La dette publique allemande (toutes APU) a représenté 60,9% du PIB fin 2018, contre 64,5% en 2017, selon la [Bundesbank](#). Cette baisse de 3,6 points a été possible grâce aux excédents budgétaires enregistrés à tous les niveaux de l'administration, à la croissance économique et à la réduction de l'endettement des structures de défaisance publiques.

L'office statistique fédéral [Destatis](#) chiffre l'excédent budgétaire 2018 de l'ensemble des APU à 53,6 Md€, après 61,9 Md€ en 2017. La part du Bund est de 12,5 Md€ (-18,2 Md€ par rapport à 2017 ; différence principalement due aux recettes exceptionnelles en 2017 du fonds « *Finanzierung der kerntechnischen Entsorgung* »), celle des Länder de 20,2 Md€ (+8,1 Md€) et celle des communes et associations de communes de 9,8 Md€ (-0,9 Md€). La sécurité sociale a terminé l'année avec un surplus de 11,2 Md€ (+2,7 Md€). Les recettes ont progressé de 3,7% (dont recettes fiscales : +5,2%), les dépenses de 4,4% (dont investissements réels : +6,2%).

POLITIQUES SOCIALES

Selon le [rapport de printemps des instituts](#), l'emploi continuerait de progresser mais à un rythme ralenti, soit +0,9% en 2019 (à 45,3 millions de personnes, après +1,3% en 2018) et +0,7% pour 2020. Le taux de chômage (en définition nationale) reculerait encore à 4,8% en 2019 (après 5,2% en 2018), puis à 4,5% en 2020. Les coûts salariaux unitaires progresseraient au même rythme qu'en 2018 (+2,2% en 2019, après 2,3% en 2018).



ACTUALITE FINANCIERE

MARCHES FINANCIERS

Selon une [étude menée par le bureau de conseil Zielke Research Consult GmbH](#) sur le contenu des **rapports RSE des assureurs allemands**, seulement 12 sur 42 intègrent clairement les aspects de développement durable dans les décisions concernant le placement de leurs capitaux.

REGULATION FINANCIERE

La fédération bancaire allemande des banques privées, BdB, s'allie à 8 autres fédérations européennes pour demander à la future Commission européenne [une plus grande proportionnalité dans la régulation bancaire](#) que celle déjà approuvée dans le paquet bancaire. Elle ne souhaite pas de réduction des exigences en fonds propres mais réclame une baisse des obligations de notifications, estimant que ces dernières n'influent pas sur la stabilité financière, ainsi que des règles de rémunération.

Le conseil Fintech, *FinTechRat*, mis en place par le ministère des Finances en 2017, a publié un document intitulé « [cloud for the financial industry](#) » dans lequel il se prononce pour une adaptation de certaines règles appliquées par le superviseur à ces nouveaux acteurs (y compris les exigences minimales pour la gestion des risques, *MaRisk*).

BANQUES ET ASSURANCES

D'après des informations de presse, l'accord conclu entre le Land de Basse-Saxe et le groupe caisses d'épargne/Landesbanken au sujet de la restructuration de **NordLB** aurait été transmis à la BCE quelques jours après la présentation des résultats annuels de la banque. NordLB enregistre une perte avant impôts de -2,0 Md€ en 2018 (après 195 M€ en 2017 et -2,0 Md€ en 2016) due à des dépréciations d'actifs maritimes de 1,9 Md€. Elle annonce vouloir se retirer complètement du financement maritime (10,3 Md€ fin 2018 dont 7,5 Md€ de NPL) et réduire son financement aéronautique. Le bilan doit ainsi passer de 154 Md€ à 95 Md€ fin 2023. Les NPL seront placés dans une structure de défaillance interne (cf. BE 3/2019). Le CET1 a chuté de 12,4% fin 2017 à 6,8% fin 2018, soit un niveau très inférieur aux exigences réglementaires (9,58%). La banque prévoit par conséquent de renforcer ses capitaux propres à hauteur de 3,635 Md€ dans l'objectif d'atteindre un CET1 de 14% fin 2019 : 2,835 Md€ d'augmentation de capital (1,5 Md€ du Land de Basse-Saxe, 200 M€ du Land de Saxe-Anhalt, 1,135 Md€ du groupe des caisses d'épargne/Landesbanken) et 800 M€ de garanties (cf. BE 2 et 4/2019). Contrairement aux annonces précédentes, la Braunschweigische Landessparkasse devrait rester dans le périmètre de NordLB. La réduction des effectifs dépassera les 1 250 emplois annoncés en 2017 puisque ceux-ci devraient reculer de 5 500 actuellement à 3 200 en 2024.

Selon la presse, **Deutsche Bank** et **Commerzbank** devraient faire savoir, au plus tard fin avril, si elles confirment le projet de fusion. L'option de la création d'une holding abritant les deux banques semble abandonnée ; Deutsche Bank pourrait soumettre une offre de rachat aux actionnaires de Commerzbank. Deutsche Bank accepterait, à la demande de Commerzbank, de réduire ses activités déficitaires aux Etats-Unis. D'après certaines rumeurs, Unicredit envisagerait, en cas d'échec de la fusion, de proposer une offre de rachat à Commerzbank qu'elle pourrait ensuite fusionner à Hypovereinsbank, son autre filiale allemande.



Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional de Berlin.

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique Régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Directeur de la publication : Etienne Oudot de Dainville
Service Economique de Berlin
Ambassade de France en Allemagne

Adresse :

Pariser Platz 5
10117 Berlin
Twitter: @FRTresor_Berlin

Rédigé par : Bruno Fluhrer, Anita Gandon, Lucie Petit et
Laurence Rambert
Revu par : Catherine Rozan

Version du 9 avril 2019